

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue Recteur Daure
CS 6004
14000 Caen

Caen, le 16/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/05/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Com Agglo du Cotentin

Pôle déchets ménagers et assimilés
2 Quai de Caligny - B.P. 808
50108 Cherbourg-En-Cotentin

Références : 2025-269
Code AIOT : 0005303262

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/05/2025 dans l'établissement Com Agglo du Cotentin implanté 11, chemin du Fort Neuf Octeville 50100 Cherbourg-en-Cotentin. L'inspection a été annoncée le 03/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de la surveillance régulière des installations classées pour la protection de l'environnement en application du plan pluriannuel de contrôle. Elle fait suite à la dernière visite d'inspection réalisé le 11 juillet 2017 et vise la vérifications des dispositions réglementaires liées aux conditions d'exploitation du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Com Agglo du Cotentin
- 11, chemin du Fort Neuf Octeville 50100 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0005303262
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité de collecte de déchets non-dangereux et dangereux menée sur la déchetterie de Cherbourg-Octeville est autorisée depuis le 1er juin 1995.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.2	Demande d'action corrective	3 mois
3	Condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.5	Demande d'action corrective	3 mois
9	Prévention du risque incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.5	Demande d'action corrective	3 mois
10	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 5.2 (et article 4.2 AM du 27/03/2012)	Demande d'action corrective	1 mois
11	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.6 et 3.3	Demande d'action corrective	3 mois
12	Prévention des nuisances	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 5.5	Demande d'action corrective	1 mois
14	Prévention des nuisances	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 6.5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9	Sans objet
4	Condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.8	Sans objet
5	Condition d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.8	Sans objet
7	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	Prévention du risque incendie	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.1	Sans objet
13	Prévention des nuisances	Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.4 et 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La gestion et le suivi des déchets de la déchetterie n'amènent pas de remarques particulières de la part de l'inspection des installations classées. Les voies de circulation du site sont propres et dégagées, les bennes régulièrement vidées et le registre de déchets tenu à jour.

En revanche, il est noté, de manière générale, que les observations formulées lors de la dernière visite d'inspection en date du 11 juillet 2017 n'ont pas été suivies des faits (notamment la prévention du risque de chutes depuis les quais, la clarté et la visibilité de la signalétique et la gestion des eaux de ruissellement). En outre, l'exploitant doit veiller à maîtriser ses moyens de lutte contre l'incendie par une vérification annuelle de ces derniers. **Il n'est pas proposé d'arrêté de mise en demeure à ce stade. Toutefois, des actions correctives, détaillées dans la suite de ce rapport, sont attendues.**

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.511-9
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE
Prescription contrôlée : R.511-9 : La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Rubriques 2710 : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Collecte de déchets dangereux : La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 t (A - 1) b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t (DC) 2. Collecte de déchets non dangereux : Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieur ou égal à 300 m ³ (E) b) Supérieur ou égal à 100 m ³ et inférieur à 300 m ³ (DC)
Constats :

<p>La Communauté d'Agglomération du Cotentin (CAC) a confirmé que le volume de déchets non dangereux susceptible d'être présent dans la déchetterie de Cherbourg-Octeville est supérieure à 300 m³. Le nombre de bennes constatées sur site lors de la visite des installations ainsi que la capacité volumique de ces dernières apparaît aller en ce sens (sans qu'un calcul précis n'ait été réalisé).</p> <p>L'exploitant a indiqué que la capacité de déchets dangereux susceptibles d'être présente sur site est supérieure à 1 tonne et inférieure à 7 tonnes. Le jour de l'inspection, les bacs de tri destinés à accueillir les déchets dangereux étaient globalement vides, la quantité de déchets dangereux présente sur site apparaissait inférieure à 7 tonnes. Également, un contrôle du registre de suivi des déchets dangereux de 2025 par l'inspecteur ne permet pas de constater d'évacuation journalière supérieure à 7 tonnes.</p> <p>Ainsi, aucune activité autre que celles autorisées (arrêté préfectoral du 1er juin 1995 portant sur l'exploitation d'une déchetterie et d'un bâtiment de stockage de déchets ménagers spéciaux) n'est menée sur site et aucune des activités autorisées n'a cessé.</p> <p>Ce point n'amène aucune remarque particulière de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Condition d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2 - Réception des déchets</p> <p>Les heures et jours d'ouverture ainsi que la liste des matériaux, objets ou produits acceptés sont affichés visiblement à la déchetterie. Un dispositif permanent d'affichage et de signalisation informe le public sur les modalités de circulation et de dépôt.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un affichage en entrée de déchetterie clair, lisible et à jour informe les usagers des horaires d'ouverture de la déchetterie, des déchets acceptés et interdits au sein de cette dernière et des consignes de sécurité à appliquer.</p> <p>En revanche, l'affichage des modalités de dépôt sur la plateforme centrale est réalisé par des panneaux de bois "tagués" et disposés, selon les dépôts, au sol ou en hauteur. Ceci ne constitue pas un dispositif permanent d'affichage. La clarté de cet affichage dégradé peut également être remise en cause. L'exploitant a indiqué que de nouveaux panneaux d'affichage sont d'ores et déjà prêts et que ces panneaux seront affichés lors de la mise en place des garde-corps au niveau des quais (cf. point de contrôle n°6).</p> <p>La signalétique des modalités de circulation est peu commune (panneau inversé), ce qui ne facilite pas la compréhension des modalités de circulation. L'exploitant a indiqué qu'il était prévu que cette signalétique soit refaite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

<p><u>Demande n°1</u>: L'exploitant justifie de la mise en place de la nouvelle signalétique concernant les modalités de circulations et des zones de dépôts sous 3 mois (installation des garde-corps prévue, d'après l'exploitant, début août 2025). L'exploitant veillera à ce que la signalétique des différentes zones de dépôt de déchets soit claire et reste bien visible.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Condition d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Réception des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-2-1 - les déchets ménagers spéciaux</p> <p>Tout apport de déchets ménagers spéciaux fait l'objet d'une surveillance particulière.</p> <p>Ces produits sont réceptionnés par le personnel habilité de la déchetterie qui est chargé de les ranger sur les aires spécifiques de stockage selon leur compatibilité et leur nature. Ils ne doivent, en aucun cas être stockés à même le sol.</p> <p>Dans tous les cas, le stockage de déchets ménagers spéciaux des ménages ne doit être rendu accessible au public.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'accès au local de stockage des déchets ménagers dangereux n'est pas autorisé au public. Ces déchets sont stockés dans des bacs, par catégorie, au sein du local dédié. L'exploitant indique que les déchets sont entreposés et triés par le personnel de la déchetterie.</p> <p>Quelques bouteilles de gaz sont présentes sur site, alors que ces déchets ne sont plus acceptés par la déchetterie. L'exploitant indique que du fait du changement de règle récent, quelques particuliers continuent d'apporter des bouteilles de gaz. L'inspection des installations classées appelle l'attention sur le fait que les bouteilles de gaz doivent être évacuées dans les filières adaptées, notamment les anciennes bouteilles de fluide frigorigène constatées sur site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°2</u>: L'exploitant justifie sous un délai de 3 mois l'évacuation des bouteilles ayant contenu des fluides frigorigènes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Condition d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre de suivi</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-5 - Registre</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués vers des centres de regroupement, de traitement ou de stockage autorisés et précisés dans la déclaration. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Ce registre comprend les justificatifs de l'élimination des déchets spéciaux issus de la déchetterie.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté lors de la visite les registres de déchets pour l'année 2024. L'exploitant a transmis à la suite de la visite par courrier électronique le registre mensuel des déchets de 2025 (dangereux et non-dangereux). Ces registres indiquent la nature, la quantité et la destination des déchets stockés et évacués.</p> <p>Lors de l'évacuation de déchets dangereux, l'exploitant émet des bordereaux de suivi de déchets dangereux via l'application Trackdéchets. Lors du contrôle, par sondage, de bordereaux de suivi de déchets émis en 2025 par l'exploitant aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>Ce point n'amène aucune remarque de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Condition d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des produits</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-8 - Evacuation des produits</p> <p>Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différents conteneurs et réceptacles est réalisé régulièrement par l'exploitant.</p> <p>Les matériaux, objets ou produits doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.</p> <p>En particulier, les déchets de jardin doivent être évacués au moins chaque semaine et, si les papiers, cartons et textiles ne sont pas stockés à l'abri de la pluie, ces produits doivent être évacués au moins une fois par mois. Les déchets ménagers spéciaux sont évacués au plus tard tous les 3 mois.</p> <p>A chaque enlèvement, il sera rempli un « bordereau de suivi des déchets » conforme à l'arrêté du 4 janvier 1985.</p> <p>Les quantités maximales de certains déchets ménagers spéciaux susceptibles d'être stockés dans la déchetterie sont fixés de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 batteries – - 20 kg de mercure des thermomètres et des baromètres - 2 t de peintures - 5 L d'huiles usagées

- 1 t d'autres déchets
Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité exclusive de l'exploitant.

Constats :

Le jour de la visite, les différents conteneurs étaient peu remplis. Le conteneur dédié au stockage de déchets de cartons est protégé de la pluie.

L'exploitant a indiqué évacuer régulièrement les bennes de déchets non dangereux (plusieurs fois par semaine ou une fois par semaine). L'exploitant a indiqué que les déchets dangereux sont eux aussi évacués chaque semaine. Des bordereaux de suivi de déchets sont établis sur Trackdéchets lors de l'évacuation des déchets dangereux. Le registre de suivi de déchets de Trackdéchets confirme les dires de l'exploitant.

Ce point n'amène aucune remarque particulière de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 4.5

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des usagers

Prescription contrôlée :

a) Quai de déchargement en hauteur

Lorsque le quai de déchargement des déchets est en hauteur, un dispositif anti-chute adapté est installé tout le long de la zone de déchargement.

Sur les autres parties hautes du site, comme la voie d'accès à la zone de déchargement, un dispositif est mis en place afin d'éviter notamment la chute de véhicules en contrebas.

Des panneaux signalant le risque de chutes sont affichés à divers endroits de ces zones.

La partie où sont manipulés les contenants est strictement réservée aux personnels de service. Un affichage visible interdit cette zone aux usagers.

Constats :

Les quais de déchargement des déchets sont en hauteur et aucun dispositif anti-chute n'est présent le long de la zone de déchargement. Quelques panneaux signalent le risque de chutes. L'exploitant a indiqué que des garde-corps sont commandés et seront installés début août 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 : L'exploitant justifie de la mise en place de garde-corps sous 3 mois. Des panneaux indiquant le risque de chute seront affichés. Dans l'attente de l'installation, l'exploitant assure la surveillance suffisante pour garantir l'absence de chute par les usagers du site.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]La déchetterie est clôturée de façon à interdire l'accès à toute personne ou véhicule en dehors des heures d'ouverture.</p> <p>La reprise et l'évacuation des matériaux, objets et produits sont effectués selon des modalités étudiées pour éviter tout risque d'accident pour les usagers ou le personnel dans l'enceinte de la déchetterie. En particulier est mis en place soit un plan de circulation, soit des horaires d'accès, permettant de séparer les opérations d'enlèvement des opérations d'apports par les particuliers.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de la déchetterie est intégralement clôturé. L'accès à la déchetterie est ainsi proscrit en dehors des horaires d'ouvertures. Les horaires d'accès sont correctement affichés.</p> <p>Ce point n'amène aucune remarque particulière de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accès au site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]Les bâtiments et les aires de stockage doivent être accessibles pour permettre l'intervention du personnel des services d'incendie et de secours. Ils seront accessibles sur une face aux engins de secours. Ils seront desservis sur au moins une face selon la hauteur, par une voie - échelle ou voie-engin.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les aires et voies de circulations de la déchetterie ne sont pas encombrées et sont dégagées. L'accès des services d'incendie et de secours se fait par l'entrée de la déchetterie. Les voies de circulation sont adaptées pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce point n'amène aucune remarque particulière de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2012, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit le plan de formation [...]. L'exploitant assure la formation de tout le personnel</p>

(temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation.[...] L'exploitant de l'installation définit un programme de formation adapté, concernant notamment :[...] - le risque incendie et de manipulation des moyens d'extinction ;[...]

Constats :

L'exploitant a transmis le 28 mai 2025 par courrier électronique le plan de formation du personnel. Les formations du personnel à la manipulation des extincteurs datent de 2018, 2020 et 2021 (une pour chaque agent).

Selon le plan de formation transmis, un agent amené à travailler au sein de l'installation n'a pas reçu la formation relative à la manipulation des extincteurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4: L'exploitant justifie sous 3 mois que l'agent concerné par l'absence de formation à la manipulation des extincteurs a reçu cette dernière (ou justifiera d'une éventuelle dispense de ce dernier). Également, l'exploitant veille à renouveler la formation du personnel à la manipulation des moyens d'extinction incendie (extincteurs et RIA) aussi souvent qu'il le juge nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 5.2 (et article 4.2 AM du 27/03/2012)

Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle des moyens d'extinctions

Prescription contrôlée :

5-2 - Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant pourvoit l'installation d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux produits stockés et conformes aux normes en vigueur ; les moyens techniques sont étudiés en accord avec les services départementaux d'incendie et de secours.

Article 4.2 AM du 27/03/2012 :

L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.

Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
<p>Constats :</p> <p>Le site est équipé d'un RIA au niveau des quais de déchargement et d'extincteurs positionnés dans les bureaux et dans le local dédié au stockage de déchets dangereux. L'exploitant a indiqué que le RIA permet d'intervenir sur l'ensemble des bennes présentes sur site en cas de départ de feu. L'inspecteur note qu'il serait judicieux d'ajouter un extincteur au niveau de la plateforme centrale afin de permettre une intervention rapide du personnel en cas de départ de feu ne nécessitant pas l'utilisation du RIA.</p> <p>Même s'il présente des marques d'oxydation, il est constaté que le RIA est toujours en fonctionnement et accessible. Toutefois, le dernier contrôle des moyens d'extinction incendie a été réalisé en mars 2021, alors que ces derniers doivent être vérifiés tous les ans. L'exploitant a indiqué avoir réalisé des démarches auprès de la société EUROFEU Services pour le contrôle de ses moyens d'extinctions incendie et a présenté en ce sens un bon de commande signé (date de signature non précisée, bon de commande daté du 7 février 2025).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p><u>Demande n°5</u> : L'exploitant justifie de la vérification du fonctionnement des moyens d'extinction incendie sous 1 mois. L'exploitant profite de cette opportunité pour ajouter un extincteur supplémentaire au niveau de la plateforme centrale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Prévention du risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 4.6 et 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4-6 - Vérifications périodiques des installations électriques</p> <p>Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, après leur installation ou leur modification, puis tous les trois ans au moins, par un organisme compétent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle périodique par Qualiconsult en date du 26 juin 2024. Lors de ce contrôle, des non-conformités ont été relevées. L'exploitant a présenté un document illustrant la mise en place d'actions pour répondre à ces non-conformités. L'exploitant a précisé que ce contrôle est réalisé annuellement au travers d'un marché commun à l'ensemble des sites de la Communauté d'Agglomération du Cotentin.</p> <p>Lors de la visite d'inspection en date du 11 juillet 2017, la demande suivante avait été formulée : «</p>

L'exploitant doit s'assurer que le matériel électrique présent dans le local DMS (ventilateur d'extraction,...) est adapté aux atmosphères explosives ». Questionné sur ce point, l'exploitant a indiqué qu'une demande de devis a été formulée pour le contrôle des zones ATEX.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°6 : L'exploitant s'assure sous 3 mois que le local dédié aux stockages de déchets dangereux est adapté aux atmosphères explosives (et notamment que le matériel électrique est conforme).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prévention des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 5.5

Thème(s) : Risques chroniques, Affichage des consignes de sécurité

Prescription contrôlée :

5-5 - Consignes de sécurité

Une consigne de sécurité doit être établie, tenue à jour et affichée visiblement du personnel.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les consignes de sécurité affichées ne sont plus à jour et que les nouvelles consignes de sécurité doivent être mises en place.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°7 : L'exploitant affiche et justifie sous un délai d'un mois les consignes de sécurité mises à jour.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Prévention des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 3.4 et 3.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et du stockage

Prescription contrôlée :

3-4 - Rétention des aires et des locaux de stockage

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manutention des différents produits contenus dans la déchetterie doit être étanche, incombustible et résistant aux différents produits susceptibles d'être stockés dans l'installation.

3-5 - Cuvettes de rétention

Les stockages d'huiles usagées et, plus généralement, tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, doivent être associés à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à leurs actions physique et chimique.

L'aire de stockage ou le réceptacle des déchets ménagers spéciaux sont entièrement mis en rétention. Ils sont conçus de façon à ce qu'ils soient abrités de la pluie afin d'éviter toute accumulation d'eau dans la cuvette de rétention.

Constats :

Les déchets liquides (huiles de fritures, huiles de moteur) sont placés sur rétention. L'ensemble des voiries, aires de déchargement et aires d'entreposages est imperméabilisé.

L'exploitant a indiqué réaliser la vidange de l'huile de moteur une fois par an. L'huile de moteur est ensuite évacuée en tant que déchet dangereux. L'inspecteur a constaté que la rétention de l'huile de moteur était propre.

La rétention des autres huiles présentait un état de propreté moins satisfaisant. L'exploitant a indiqué avoir prévu de vidanger prochainement cette dernière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Prévention des nuisances

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/06/1995, article 6.5

Thème(s) : Risques chroniques, Rejet des eaux de ruissellement souillées

Prescription contrôlée :

6-2 - Rejet des eaux de ruissellement souillées

Les eaux de ruissellement souillées, évacuées vers le réseau d'assainissement, devront respecter les valeurs limites suivantes :

- matières en suspension (NFT 90-105) : 600 mg/l
- DCO (sur effluent brut) (NFT 90-101) : 2 000 mg/l
- DBOS (sur effluent brut) (NFT 90-103) : 800 mg/l
- pH : 5,5 - 8,5
- température <30°C

Constats :

Les constats de la visite d'inspection du 11 juillet 2017 sont les suivants : « Les eaux de ruissellement sur la déchetterie sont rejetées directement vers le réseau d'eaux pluvial communal. Aucune analyse de ces eaux n'est disponible. [...] L'exploitant doit étudier la mise en place d'un décanteur déshuileur

pour le traitement des eaux de ruissellement de la déchetterie et procédera ensuite à une vérification de la qualité des eaux rejetées ».

L'exploitant a indiqué qu'aucun changement n'a été apporté à l'installation et qu'aucune analyse de l'eau n'a été exécutée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°8 : L'exploitant étudie sous un délai de 3 mois la mise en place d'un décanteur-déshuileur pour le traitement des eaux de ruissellement de la déchetterie, fait procéder à son installation sous un délai de 6 mois et effectue, à l'issue d'une période de fonctionnement de 1 mois, à la vérification de la qualité des eaux rejetées. Son entretien et la vérification de la qualité du rejet sont effectués à des fréquences adaptées au niveau de sollicitation de l'équipement. L'exploitant justifie de l'étude et du calendrier des travaux sous un délai de 3 mois auprès de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois